

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 16 MAI 2017

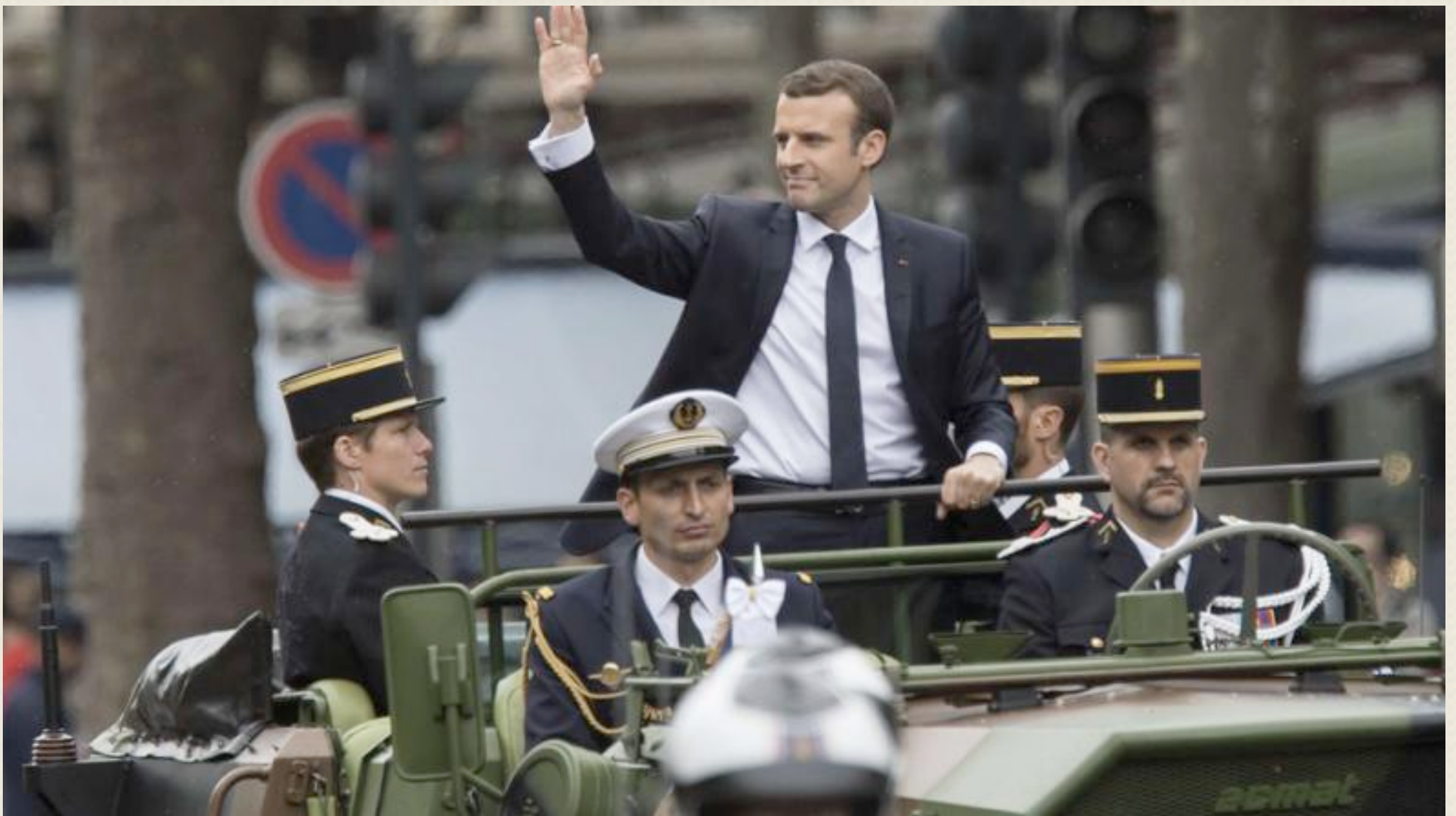
SOMMAIRE

- 1) Ils l'encense ...
- 2) Pour lui c'est le vilain méchant !
- 3) Un petit accord
- 4) C'est de la vie civile que viendra le changement
- 5) Il n'a que ça à faire
- 6) Peut-il avoir la majorité
- 7) Le petit Hollande tacle Macron
- 8) Edouard Philippe est arrivé en sa demeure...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) L'intronisation d'Emmanuel Macron tourne à l'extase chez les commentateurs télé



LES MOTS ONT MANQUÉ À CERTAINS JOURNALISTES DE TÉLÉVISION POUR QUALIFIER L'INVESTITURE D'EMMANUEL MACRON - ROMUALD MEIGNEUX/SIPA

À l'occasion de la passation de pouvoir entre François Hollande et Emmanuel Macron, certains journalistes ont viré "gagas". Exemple avec France 2 et BFMTV.

Une partie de la presse avait déjà tressé des lauriers en or massif à Emmanuel Macron, au soir de sa victoire du 7 mai. Pour son investiture au cours de la passation de pouvoir avec François Hollande ce 14 mai, certaines chaînes de télévision n'ont pas moins versé dans la flagornerie.

En ce dimanche matin, le service public était particulièrement en forme, à l'heure de semer sur le parcours du nouveau président mille qualificatifs plus élogieux les uns que les autres. Compilés par certains twittos, dont le journaliste Samuel Gontier, les saillies des commentateurs de France 2 ne laissent guère planer de doutes sur la cote d'amour d'Emmanuel Macron auprès de ces derniers. Florilège.

Laurent Delahousse orchestre "ces instants républicains", avec une myriade d'envoyés spéciaux dans les rues de Paris. La seule remontée des marches en courant du nouveau président suscite l'admiration : "Il a monté les marches quatre à quatre, à une vitesse incroyable. Ça rappelle Jacques Chaban-Delmas", apprécie le journaliste Franck Ferrand.

Tandis que les figures obligées de la passation de pouvoir se déroulent sans surprise particulière, le plateau de France 2 est en ébullition : "C'est l'investiture la plus romanesque de la Ve République", "On est véritablement dans le roman, et même, osons le mot, dans l'épopée". Rien que ça. Et quand Laurent Delahousse y va de sa description du nouveau président, voilà le résultat : "Ce visage, ce masque d'Emmanuel Macron, cette gravité qui arrive".

Le journaliste vedette de France 2 peut bien feindre de demander si "les Français avaient besoin d'être réassurés sur la présidentialisation d'Emmanuel Macron ?", pour lui, il n'y a aucun doute. D'ailleurs, quand Emmanuel Macron prend une femme en larmes dans ses bras, "c'est le protecteur de la Nation" qui se présente à nous. "Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça", lâche un intervenant, dans une comparaison tout en simplicité.

Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça.

Invité sur le plateau, l'ancien patron du Monde Eric Fottorino voit lui en Emmanuel Macron "un alliage". Et pas de la camelote, s'il vous plaît : "Les aciéries font des métaux spéciaux. Il est d'un autre métal." Plus fort, plus rare, plus indestructible, cela va de soi.

Serge Moati, lui, est marqué au fer par Gérard Collomb, incapable de retenir ses larmes au moment de serrer la main de celui en qui il a cru avant bien d'autres : "L'image de Gérard Collomb bouleversé, ça me fait penser à Mitterrand embrassant Mendès-France", estime le journaliste.

Et puis, le type a "de la gueule", selon un autre intervenant sur le plateau de France 2 ce dimanche matin. D'ailleurs, Nathalie Saint-Cricq ne se sent "pas autorisée en tant que femme à dire qu'il a le physique de l'emploi", renvoyant cette responsabilité incongrue à ses collègues masculins, mais il se passe clairement quelque chose dans le cœur de la patronne du service politique de la chaîne.

"Il y a cinq ans, on parlait de la pluie, là on parle d'Emmanuel Macron. Quelque chose a changé", entend-on encore sur le plateau.

Au moment où Emmanuel Macron revient de son petit tour de voiture à l'Élysée, costume détrempé, en refusant le parapluie tendu par un membre du personnel, c'est l'éclat de rire charmé sur le plateau de France 2. Même rigolade quelques secondes plus tard, quand on entend Emmanuel Macron dire sur le perron "Je vais me changer, je pense". Les commentateurs s'extasiaient devant tant d'autodérision.

<http://www.francetvinfo.fr/>

Sur BFMTV, on avait choisi un consultant bien particulier en la personne de Mounir Mahjoubi, candidat La République en marche pour les législatives et proche d'Emmanuel Macron. Une façon d'éviter les remarques de pisse-froid en ce jour de gloire pour le nouvel arrivant à l'Élysée. En complément, un curieux dispositif permettait d'entendre Ruth Elkrief au téléphone, dans une liaison qui donnait l'impression que l'éditorialiste de BFMTV avait été

envoyée à Bagdad. Elle s'exprimait en fait de la salle de presse de l'Élysée, mezza voce pour ne pas déranger les confrères. Ce qui ne l'a pas empêché d'en faire des tonnes : "C'est la marque d'Emmanuel Macron, s'extasie Ruth Elkrief après le premier discours du nouveau président. Tout en rendant hommage à tous les présidents qui l'ont précédé (...) lui, il veut trancher. C'est le personnage Macron qui parle, sa jeunesse, son énergie, sa volonté de rendre les choses différentes".

C'est le personnage Macron qui parle, sa jeunesse, son énergie, sa volonté de rendre les choses différentes.

Ruth Elkrief

Ludovic Vigogne, journaliste à l'Opinion, estime pour sa part que Macron a la baraka : "On voit que l'alignement des planètes continue pour Emmanuel Macron : aujourd'hui il fait beau, et en plus la passation d'Emmanuel Macron tombe un dimanche. C'est génial, ça permet une audience maximale, tous les Français peuvent être devant leur télé et assister aux premiers pas d'Emmanuel Macron. Et puis ça va permettre peut-être à plus de badauds d'être sur les Champs-Élysées".

Le fait de ne pas encore connaître le nom de celui qui sera le Premier ministre d'Emmanuel Macron, annoncé le lendemain ? Sur le plateau de BFMTV, on s'enflamme : "On est vraiment dans l'invention d'une politique, la redéfinition d'une fonction en direct, c'est très inédit."

Vers 14h, le journaliste en plateau sur BFMTV pouvait lâcher, en guise de résumé, à l'évocation d'Emmanuel Macron remontant les Champs Élysées sur un véhicule de l'armée : "On retiendra quand même cette image spectaculaire d'Emmanuel Macron sur cet engin militaire". On retiendra aussi sans doutes ces envolées des commentateurs, tout aussi spectaculaires.



LAPRESSEENREVUE.EU

MAIS AUSSI

"Macron est un psychopathe" : l'analyse d'un psychiatre italien

ERTV Officiel

<https://youtu.be/NNDgsw39m9s>



youtube.com

II) Pour Valls, Macron «est méchant» et «n'a pas de limites»

Le Parisien



Manuel Valls, le 5 mai 2017 à Paris.(AFP/PHILIPPE LOPEZ.)

L'ancien Premier ministre, critiqué par le PS après sa tentative de ralliement à la République en marche, raille le «méchant» Macron et le «méchant» Hollande.

Entre le président qui part et celui qui arrive, Manuel Valls répartit les coups dans des propos rapportés par le «Journal du dimanche». L'ancien Premier ministre, qui brigue un nouveau mandat de député dans la première circonscription de l'Essonne, s'en prend au camp Macron qui a refusé de lui accorder l'investiture pour finalement ne présenter aucun candidat face à lui.

Parlant de lui à la troisième personne, Manuel Valls juge sévèrement l'humiliation dont il a été l'objet cette semaine : «A la fin, il n'y a rien de magnanime dans cette histoire. On joue jusqu'au bout, on l'humilie, on l'isole, le tout pour finir par une solution de compromis. Mais ils l'ont fait de manière tellement appuyée que ça s'est retourné contre Macron. C'est devenu le cas Valls.»

Mais le président nouvellement élu trouve grâce aux yeux de Manuel Valls quand il s'agit d'égratigner François Hollande : «La gestuelle du Louvre était très positive. Ce mélange de jeunesse et de tradition, c'était très bien, je n'ai pas de problème avec le bonapartisme. Je sais quelle est la gestuelle dont le pays a besoin, ce que François Hollande a oublié - il ne l'a assumée que dans les heures les plus dramatiques. Hollande a oublié de faire de la politique, nous obligeant à faire pareil.» Une autre fois, il renvoie dos à dos l'ancien et le nouveau locataires de l'Élysée : «Je suis extrêmement lucide sur Macron et sur son équipe. Hollande est méchant, mais dans un cadre. Macron, lui, est méchant, mais il n'a pas de codes donc pas de limites.»

A plusieurs reprises, il dit avoir songé à arrêter la politique avant de se raviser : «Après les trois jours que j'ai connus, d'autres auraient envie de jeter l'éponge. On en a parlé avec Anne (son épouse, ndlr). De manière immodeste, je pense qu'on a besoin de moi. On a besoin de moi au Parlement.»

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Pas de candidat France insoumise face à des communistes ayant parrainé Mélenchon



Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, le 10 mai 2017 à Paris Bertrand GUAY / AFP

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon ne présentera pas de candidats aux législatives face à des députés communistes sortants ayant parrainé la candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, a annoncé samedi son directeur de campagne, Manuel Bompard.

"Le comité électoral a décidé que nous ne présenterions pas de candidats là où des communistes sortants ont adressé leur parrainage à Jean-Luc Mélenchon", a déclaré M. Bompard lors d'une convention nationale des candidats de La France insoumise à Villejuif (Val-de-Marne).

Cette déclaration intervient alors que, après des mois d'une entente fragile, le Parti communiste et La France insoumise ont renoncé il y a quatre jours à trouver un accord pour les législatives, un échec dont les états-majors se rejettent la responsabilité.

"Certains dirigeants s'en prennent à nous, nous ne voulons pas entrer dans ces polémiques", a seulement dit M. Bompard samedi.

Cette convention nationale de La France insoumise doit permettre aux candidats venus de toute la France de lancer véritablement la campagne pour les législatives des 11 et 18 juin, dont l'objectif est de faire du mouvement la première force d'opposition à gauche, pour "refuser de donner les pleins pouvoirs au gouvernement Macron".

"C'est une grande fierté que de voir revenir dans le combat civique des gens dégoûtés de la politique", a déclaré M. Bompard, assurant que "tout cela ne s'arrêtera pas aux législatives".

"Le rassemblement", a-t-il poursuivi, "ne peut se faire au détriment d'une cohérence politique", ajoutant: "Nous avons proposé un cadre cohérent et homogène, La France insoumise, et un programme."

"A tous ceux qui regardent vers nous, nous leur disons +ne regardez pas l'ancien monde, venez avec nous construire le monde nouveau+", a lancé M. Bompard. "Nous ne demandons à personne de déchirer sa carte de parti."

"Pour être efficaces, nous devons être cohérents dans la lignée de la présidentielle et c'est à cette condition que nous pourrions obtenir la majorité", a-t-il aussi souligné.

© 2017 AFP

ladepeche.fr

IV) Comment les Insoumis m'ont redonné envie de croire que c'est de la vie civile que viendra le changement

J'ai attendu que la pression retombe. La campagne présidentielle est terminée et la vie quotidienne reprend son cours.



Muriel Douru

Illustratrice freelance dans la création en mode, papeterie, édition, déco, auteure du blog [Atelieraoutaparis](http://Atelieraoutaparis.com)

J'ai attendu que la pression retombe.



La campagne présidentielle est terminée et la vie quotidienne reprend son cours.
Le Pen a pris un vent, l'honneur est sauf vis-à-vis du monde entier et nous avons la fierté d'avoir un jeune et beau gosse pour président.
Le Louvre pour décor, l'avancée de l'homme providentiel, seul, au son de la symphonie.

Ça vous pose un homme.

Peu importe sa valeur, son projet, ses idéaux.
L'image est parfaite, le peuple peut retourner se coucher.

Ne craignez rien, les pansements sont recollés.

Sauf que cette fois, ils sont collés de travers et ils se voient un peu trop.

En 2002 nous avons connu la chaleur de la rue et la communion pour nous remettre du choc.
En 2017, le FN est revenu plus puissant, il nous a fait peur comme jamais et pourtant, nous étions seuls derrière nos écrans pour gérer ce stress.
Dépression nationale, tension à son maximum.

Passera, passera pas ?

Pas de foules ni de manifestations pour crier ensemble notre colère, notre honte, notre peur.
Mais les réseaux sociaux.
Sur mon mur, des pro-macrons et des abstentionnistes assumés se sont déchirés sans se comprendre.
Au milieu, prise entre deux feux, j'ai ressenti des émotions comme rarement parce que je suis tombée dans le gouffre qui sépare les gens.



Chacun sa gueule.

Les plus pauvres veulent sortir de la misère, les plus riches veulent rester riches.
Comment leur en vouloir ?
Comment construire une société plus juste et plus solidaire avec un tel paradoxe ?



La démocratie serait sauvée dit-on.
Le FN est mort, Marine a pris une claque,
La France peut être fière.
Même Madonna l'a dit.

Pourtant presque 11 millions de gens ont voté pour l'extrême droite.

Pourtant l'abstention a battu des records, les votes blancs et nuls aussi, alors qu'ils ne sont toujours pas reconnus.

Pourtant 43% des gens qui ont voté pour Macron au second tour (dont votre serviteur) l'ont fait pour empêcher Le Pen de gagner la présidence, pour cette seule et unique raison, pas par conviction.
Sans compter tous ceux qui avaient voté pour lui au premier tour pour empêcher Fillon d'atteindre le podium.

Tous ces gens ont été oubliés aussi sec, noyés dans le concert de louanges et d'admiration, dans le soulagement de ne pas avoir Le Pen en chef de l'Etat.

On a voté Hollande pour éliminer Sarkozy.
On a voté Hamon pour éliminer Valls.
On a voté Macron pour éliminer Fillon.
On a voté Macron pour éliminer Le Pen.

Et la démocratie a gagné, vraiment ?

Non. La démocratie n'est pas que le droit de vote.
La démocratie c'est que chacun se sente reconnu et représenté dans son pays.

Dés le lendemain de l'élection, des macronistes chevronnés me disaient que "les français" avaient parlé, que "nous" avions perdu.

Comme si je me situais dans une logique de compétition.
Comme si c'était un sauveur que j'espérais.

S'ils savaient que ce n'est pas un candidat que je regrette mais un projet.

Mélenchon et Hamon éliminés je devais faire une croix sur:

- l'Assemblée Constituante
- 100% d'énergies renouvelables
- la fin du nucléaire
- la fin du projet de l'aéroport Notre Dame des Landes
- la fin de l'évasion fiscale
- l'égalité des salaires homme/femme
- la lutte contre les inégalités
- l'interdiction des fermes-usines
- le droit de révoquer les élus

- la reconnaissance du vote blanc
- la réforme des institutions
- le revenu universel

Ça vaut pas quelques regrets ?

Ça vaut pas la colère ?

Ah non, bien sûr, parce que Mélenchon est un gros vilain communiste qui mange les enfants et qui ne fera jamais la couv' de Paris Match.

Tout le monde a peur de lui.

Par contre personne n'a peur de ceux qui représentent avec tant d'arrogance la politique qui écrase/pille/exploite/détruit notre bien commun et ce, depuis 60 ans.

Ceux-là sont légitimes.

Ceux-là sont présentables, acceptables, présidentiables.

Ceux-là sont élus, soutenus par les médias.

Parce qu'ils perdurent le système qui les porte aux nues.

Plus ils ont de conflits d'intérêt, plus ils ont de chance de gagner.

Les Mélenchonistes en ont pris plein la gueule pendant cette élection.

Parce qu'ils ont eu le toupet de croire en un projet complètement nouveau, qui tournait le dos au modèle économique qui détruit notre environnement et accentue la précarité.



Parce que leur candidat est colérique, sans langue de bois, cultivé et bon orateur mais plein d'aspérités. Alors qu'il n'est pas le "chef" de leur mouvement mais un simple porte-parole.

Les abstentionnistes aussi en ont pris plein la gueule. Parce qu'ils ont refusé de se soumettre au "vote utile", celui qui n'est jamais remis en question par les élus tant il leur garanti la première place.

Faire baisser le FN mais pour quelle raison ?

C'est la meilleure chance pour le finaliste qui se retrouve face à lui d'être élu.

On vient d'en avoir la preuve la plus éclatante.

Le FN, c'est l'épouvantail qui arrange tous les partis politiques et nous on cède à la panique.

A cause de cette peur, j'ai voté pour:

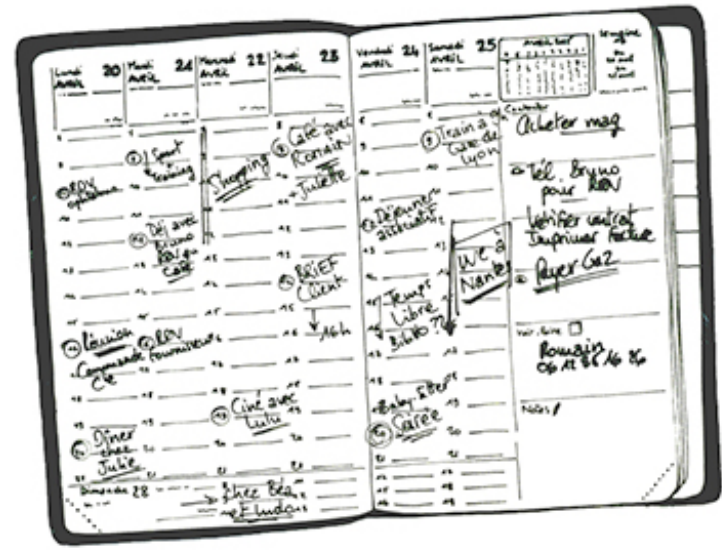
- la suppression de l'ISF
- l'augmentation de la CSG
- la libéralisation du travail par ordonnance
- 120 000 suppressions de postes chez les fonctionnaires
- la réouverture des chasses présidentielles

Contre mon gré.

Et on nous demande de la fermer.

Et on nous demande d'adhérer.

"There is no alternative" comme disait Margaret Thatcher.



Tant mieux si vous croyez que l'avenir sera aussi brillant que la dentition de Macron.

A titre personnel je ne peux qu'être agréablement surprise et je ne suis pas dans une opposition de principe.

Je soutiendrai avec enthousiasme ses propositions si elles me semblent aller vers plus de justice et de bien commun.

Moi aussi j'apprécie sa belle gueule et la modernité de son couple.

Mais une image, si jolie soit elle, me semble bien mince pour surmonter les défis.

On espère celui qui sauvera la France comme Jeanne D'Arc autrefois.

Mais qui sauverons-nous tant qu'on ne s'attaquera pas au sujet majeur de notre temps:

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?



Alors, parce que ce n'est pas le nouvel homme que nous avons placé tout là haut- aussi brillant soit-il- qui sauvera le monde tout seul, je suis allée à une réunion des insoumis.

Pour voir de mes yeux cette formidable énergie citoyenne que j'ai sentie pendant la campagne, sur les réseaux sociaux qui, pour une fois, ont montré un réel intérêt: celui de permettre la libre expression populaire.

Certains ont râlé de cette avalanche de propos politiques alors que le sujet était brûlant et que c'était- à mes yeux- plus nourrissant que l'étalage des vies personnelles. Des vies qui donnent souvent l'impression que tout le monde habite à Disneyland.

LAPRESSEENREVUE.EU

Les insoumis ont créé des réseaux de proximité partout en France et nous étions très nombreux à la réunion. Il y avait des gens de tous âges, de tous horizons. Ce ne sont pas des anarchistes révolutionnaires que j'y ai rencontrés mais plutôt des néo-hippies. Point de chars russes à l'horizon, plutôt du peace&love.

Leur point commun ? L'envie d'exister au delà des politiciens et celui d'inventer un monde juste et écologique. Pendant la réunion, ils se sont élevés contre Sens Commun, contre l'homophobie, ils ont choisi une infirmière qui a côtoyé des sans-abris pour les représenter à l'Assemblée Nationale et leur système est totalement horizontal, il n'y a pas de "chef". Nous étions tous conviés à nous exprimer.

Bouh les vilains.

Quand je pense que ces gens ont été comparé aux Lepénistes pendant les élections !

Ils m'ont redonné envie d'y croire.



C'est de la vie civile que viendra le changement.

Muriel

huffingtonpost.fr

tour de la présidentielle. En échange du soutien de Nicolas Dupont-Aignan, donné premier ministre en cas de victoire de Marine Le Pen au second tour, le Front national devait ne pas présenter de candidats dans une cinquantaine de circonscriptions face à ceux de Debout La France. Mais la fin de campagne fut décevante et le désarroi manifeste des électeurs du maire de Yerres ont conduit à ce que seuls 31.5% de ses administrés suivent son choix. Ce qui n'a pas manqué de provoquer une grave crise dans le parti souverainiste. «Il y a eu un petit changement, vous l'aurez noté, c'est que l'on n'a pas gagné», admet volontiers Nicolas Dupont-Aignan ce lundi matin, invité sur BFM TV.

L'ancien candidat admet volontiers qu'il y avait bien un accord prévoyant que DLF soit présent partout, et que dans cinquante circonscriptions, il n'y ait pas de concurrence du FN au premier tour. Un protocole d'ailleurs annoncé Nicolas Dupont-Aignan le 1er mai dernier. «Ce n'est plus le cas», tranche-t-il ce lundi. «Samedi, dans mon mouvement politique, il y a eu un vote, un grand débat: on a préféré rester libre», annonce le député sortant. «Il faut tirer les leçons de la défaite du camp patriote», appelle-t-il encore de ses vœux, alors que l'un de ses principaux lieutenants, le vice-président de DLF Dominique Jamet, a déjà quitté le parti.

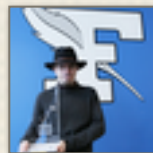
«Rester libre ça veut dire quoi? Quand j'ai soutenu Marine Le Pen, j'ai fait un choix de second tour. Ce qui m'a plus fait de peine, c'est de suspecter que je puisse faire ça pour des suspicions de magouilles financières pour sauver mon parti qui était ruiné, ce qui n'est pas vrai», a assuré Nicolas Dupont-Aignan, alors que son parti n'a pas atteint les 5% qui ouvrent droit au remboursement des frais de campagne à hauteur de 8 millions d'euros. À défaut d'alliance, DLF envisage un soutien de second tour. «C'est une élection législative: au cas par cas, et en fonction de qui est en tête, il y aura des désistements en fonction des personnes», précise-t-il, en citant Florian Philippot ou Henri Guaino.

« Marine Le Pen n'a pas infléchi suffisamment son programme »

Nicolas Dupont-Aignan, président de DLF

L'ancien allié distille désormais quelques critiques à son ancienne alliée. «Si Marine Le Pen a perdu c'est parce que peut-être elle n'a pas infléchi suffisamment son programme», juge-t-il désormais. Le député estime que la victoire était à portée, s'il avait été «plus ferme sur l'infléchissement du programme, sur l'abandon de la sortie de l'euro». Un écueil apparu au grand jour lors du débat de second tour: «Après ce débat peut-être que beaucoup de Français ont trouvé que mon programme économique était mieux adapté», assène-t-il. Et cet espace politique qu'il juge en friche, il compte bien l'occuper: «Mon ambition c'est de rassembler les électeurs de droite Républicains trahis (...) et de faire l'union des droites pour préparer la suite».

Pour ce faire, Nicolas Dupont-Aignan annonce qu'il sera lui-même candidat, probablement face à un adversaire du FN, dans la dans la 8e circonscription de l'Essonne. «Je ne me dérobe pas. Je n'abandonnerai jamais mes électeurs mêmes si le combat est difficile», annonce-t-il. S'il l'emporte, Nicolas Dupont-Aignan devra choisir entre ses mandats, en raison des nouvelles lois sur le non cumul: «Si je suis élu je quitterai la mairie, mais je resterai conseiller municipal par ce que je suis tellement attaché à ma ville».



Marc de Boni journaliste

LE FIGARO · fr

V) Législatives : Nicolas Dupont-Aignan enterre son accord avec le FN



Par Marc de Boni

Le maire d'Yerres annonce qu'il sera lui même en lice dans la 8e circonscription de l'Essonne, et qu'il quittera son fauteuil de maire s'il l'emporte. Il délivre des critiques sur le fond de campagne de Marine Le Pen.

Le couperet est tombé chez Debout la France (DLF) samedi dernier: les cadres du parti ont renoncé à l'accord conclu avec le FN, dans la foulée du premier

VI) Emmanuel Macron peut-il avoir la majorité aux législatives ?

Emmanuel Macron a remporté l'élection présidentielle avec 66,10% des voix. Mais s'il veut pouvoir conduire sa politique sans entrave, il lui reste à obtenir la majorité absolue aux législatives, soit au moins 289 sièges. Un défi de plus pour le leader d'En Marche, puisque d'après une étude réalisée par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France LCP/

Public Sénat, RFI-France 24, Le Point et Le Monde, 61% des électeurs ne veulent pas lui donner la majorité les 11 et 18 juin prochains.

Par Alice Bardo

« Les Français n'ont pas donné un blanc-seing » à Emmanuel Macron, rappelle Guillaume Petit, directeur du département Image & Réputation chez Ipsos. Il reprend ainsi les mots d'Emmanuel Macron qui affirmait hier soir, lors de son discours sur l'esplanade du Louvre, être conscient que certains de ses électeurs ont voté pour lui afin de « défendre la République face à l'extrémisme » et non par conviction.

Parmi eux, « près de la moitié de l'électorat de François Fillon et de celui de Jean-Luc Mélenchon au premier tour », explique Guillaume Petit. Or « ces gens-là vont revenir vers leur famille d'appartenance » pour les législatives. D'où les résultats de l'étude réalisée par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France LCP/Public Sénat, RFI-France 24, Le Point et Le Monde, qui fait état de 61% d'électeurs qui ne veulent pas donner de majorité à Emmanuel Macron.

Guillaume Petit (Ipsos) sur les législatives par Public Sénat

<http://dai.ly/x51fuay>

Encore « un jeu d'équilibriste pour Macron »

« Ce chiffre de 61% va pouvoir être amplifié ou minoré dans les semaines à venir », tient à préciser le sondeur. Plusieurs événements sont susceptibles d'avoir des conséquences sur le vote des 11 et 18 juin prochains, à commencer par la nomination du Premier ministre, qui devrait intervenir en début de semaine prochaine : « Ce choix aura une influence sur la volonté de certains candidats de rallier le mouvement En Marche (...) Macron aurait intérêt à présenter un Premier ministre de droite ou de centre droit car son électorat est plutôt de centre gauche. »

Emmanuel Rivière, directeur de Kantar Public France, n'est pas vraiment de cet avis : « Se doter d'un Premier ministre positionné à droite c'est risquer de renvoyer vers une posture d'opposition un certain nombre de députés socialistes sortants. » A l'inverse, s'il nomme un chef de gouvernement positionné à gauche, il risque de se voir reprocher une fois encore qu'il est la continuité du quinquennat précédent, ajoute-t-il. Encore un « jeu d'équilibriste pour Macron ».

L'autre rendez-vous susceptible de faire varier le pourcentage qui ressort de l'étude d'Ipsos/Sopra Steria, c'est l'annonce des noms des 577 candidats investis par En Marche, ce mercredi. La moitié d'entre eux devrait être issue de la société civile, a précisé ce matin Jean-Paul Delevoye, chargé des investitures d'En Marche. Celui-ci a toutefois précisé que cela ne signifiait pas qu'ils n'étaient pas engagés politiquement. Et si l'absence de couleur politique de certains peut rassembler les électeurs, les visages inconnus peuvent susciter l'inquiétude, estime Guillaume Petit. Selon Emmanuel Rivière, il y a une « petite schizophrénie chez les Français : ils veulent des visages nouveaux mais de fait leur comportement électoral a prouvé qu'ils n'étaient pas dans la répugnance à réélire des candidats sortants ».

« Le bipartisme est mort »

« Il n'y a pas d'évidence à ce que la victoire à l'élection présidentielle donne lieu à une majorité aux législatives », résume le directeur de Kantar Public France. Même s'il estime que « le bipartisme est mort », il rappelle qu'« il y a deux pôles d'attractivité pour les socialistes : En Marche et La France Insoumise ». « Et il reste quand même quelque chose qui s'appelle le Parti socialiste », ajoute-t-il. Pour lui, Les Républicains restent les mieux placés. De quoi envisager une cohabitation, d'ailleurs souhaitée par 49% des Français d'après le sondage Kantar-sofres-onepoint pour LCI.



MAIS AUSSI

L'Allemagne de Merkel accueille avec réserve les idées de Macron



Angela Merkel à Davos (crédits : World Economic Forum, licence Creative Commons)

Au lendemain de son investiture, Emmanuel Macron se rend à Berlin pour rencontrer la chancelière allemande. Son élection est accueillie outre-Rhin avec un sentiment de soulagement prudent. Tour d'horizon des principales réactions politiques et médiatiques allemandes.

Par Georgia Bachtli.
Un article d'Open Europe.

L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence française a suscité de vifs débats sur l'avenir de l'Europe, non seulement parce qu'il a vaincu l'euroseptique Marine Le Pen, qui avait promis de sortir la France de la zone euro, mais aussi en raison de ses propositions ambitieuses concernant l'UE et le renforcement de l'intégration économique. Ses projets de réformes comportent la création d'« eurobonds » (euro-obligations) et la mise en place d'un ministère des Finances européen.

La position adoptée par l'Allemagne sera un facteur déterminant dans la réussite des réformes proposées par Macron. Avec l'espoir de renouveler le pilier franco-allemand comme avant-garde de l'intégration européenne, Macron se rend aujourd'hui à Berlin pour son premier voyage officiel en tant que président de la République française.

Pour l'heure, les premiers signes venant d'Allemagne indiquent toutefois que sa vision sera probablement accueillie avec réserve et scepticisme, notamment parce que les deux pays se trouvent au beau milieu d'une période électorale.

Plus fondamentalement, les propositions de Macron vont à l'encontre de certains principes de longue date de la politique européenne de l'Allemagne, tels que son engagement à maintenir le déficit en dessous de 3% du PIB et son opposition aux euro-obligations. Il est peu probable que le nouveau président de la France parvienne à entraîner la politique allemande dans les changements radicaux qu'il envisage. Les réactions médiatiques et politiques allemandes, immédiatement après son élection, semblent plutôt suggérer l'inverse.

Suite à la défaite de la candidate euroseptique Marine Le Pen, c'est avec des réserves que la presse allemande a globalement accueilli la victoire de Macron quant à sa capacité à mener à bien son programme de réforme, tant au niveau national qu'au niveau européen. Dans un éditorial pour le Frankfurter Allgemeine Zeitung, Klaus-Dieter Frankeberger a posé une question-clé concernant les perspectives de Macron : « Avec qui compte-t-il gouverner à l'avenir pour accomplir ses prétentions réformatrices ? »

Parallèlement, Das Bild a soulevé le sujet essentiel aux yeux de son lectorat : « Combien Macron va-t-il nous coûter ? » Ce qui préoccupe essentiellement le quotidien allemand est de savoir dans quelle mesure l'Allemagne est prête à soutenir Macron dans ses efforts pour réformer l'économie française et la zone

euro. Das Bild indique par ailleurs que « Macron a déjà fait savoir qu'il aurait besoin du soutien de Berlin pour ses réformes », et se demande si l'Allemagne sera invitée à un renvoi d'ascenseur suite au soutien de 2002 du président français Jacques Chirac au gouvernement allemand dans sa « bataille contre les déficits avec la Commission européenne ».

De même, la classe politique allemande reste prudente à l'égard de la vision de Macron. Questionnée sur son programme de réformes, la réponse donnée par Merkel est plutôt révélatrice. Après l'avoir félicité pour sa « campagne courageuse et pro-européenne », elle a déclaré :

Compte tenu de la situation actuelle en Allemagne, je ne pense pas que nous devrions donner la priorité à un changement de politique.

Sa constance dans la continuité se reflète également dans « l'opinion négative du gouvernement allemand à l'égard des euro-obligations », auxquels elle a promis, il y a cinq ans, de résister « aussi longtemps qu'[elle] vivrait ».

Et malheureusement pour Macron, le principal adversaire de Merkel lors des prochaines élections, l'ancien président du Parlement européen Martin Schulz, partage son point de vue sur la question. Dans une récente interview accordée au Financial Times, Schulz a affirmé que le principe des eurobonds avait été rejeté à l'occasion de l'introduction du mécanisme européen de stabilité. Et de plaisanter : « le seul truc intéressant sur les « bonds » est James ».

Par ailleurs, le vice-président du Parlement européen et député européen pour le Parti libéral-démocrate d'Allemagne (FDP) a exprimé ses propres réserves au sujet des projets de Macron, en déclarant :

Nous sommes tous heureux que Macron ait été élu, mais même sous sa présidence il ne peut y avoir de mutualisation de la dette.

Plus encourageant pour Macron est peut-être l'entretien du ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel accordé au Rhein-Neckar-Zeitung, dans lequel il a déclaré : « Nous devrions maintenant travailler en collaboration avec les Français sur un fonds commun d'investissement franco-allemand. » Et d'ajouter :

Investir davantage dans l'avenir de l'Europe est également bon pour nous. Des millions d'emplois en Allemagne dépendent de notre capacité à vendre nos biens et nos produits en Europe. 60% de nos exportations sont en Europe !

En accord également avec l'intention de Macron d'assouplir l'austérité, il a soutenu que l'austérité « détruit l'investissement en faveur de la croissance et ne produit pas davantage, mais moins d'emplois. C'est pourquoi le temps de l'orthodoxie politico-financière devrait être terminé ».

Cependant, sa déclaration est en contradiction avec les vues du candidat de son parti à la chancellerie, Martin Schulz, qui a rappelé qu'il ne reviendrait pas sur la position de l'Allemagne en faveur de l'austérité s'il était élu. Dans une interview accordée au Financial Times, il a dit que l'Allemagne avait « grand intérêt » à ce que tous les États membres de l'UE atteignent une croissance stable, mais que « pour y parvenir, certaines réformes sont nécessaires dans ces pays ».

Quelques commentaires plus optimistes n'ont pas manqué dans les médias allemands, le **Süddeutsche Zeitung** saluant par exemple les résultats des élections comme une « situation quasi parfaite » pour Merkel, lui permettant d'être financièrement généreuse dans sa bataille pour une Europe forte. Par ailleurs, le **Handelsblatt** a encouragé le gouvernement allemand, et surtout le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, à voir ce qu'ils peuvent faire pour aider le nouveau locataire de l'Élysée afin que les Français sentent que « leur nouvel homme providentiel a vraiment la possibilité d'exercer une influence sur Berlin ». Toutefois, ces perceptions plus optimistes de l'élection de Macron sur l'avenir de l'UE semblent en déphasage avec l'opinion générale en Allemagne. Le soulagement de la classe politico-médiatique allemande tient plus de l'aversion à la menace que représentait Le Pen que d'un enthousiasme pour les propositions révolutionnaires de Macron.

contrepoints.org



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Tati en redressement judiciaire : Thomas Hollande tacle Macron

Le fils du président sortant est l'avocat de salariés de Tati et Fabio Lucci, filiale placée en redressement judiciaire. Il a pointé du doigt la loi Macron.

Source AFP-Le Point.fr



L'avocat Thomas Hollande a appelé le président élu à faire pression sur le groupe Eram, propriétaire des marques qu'il a placées en redressement judiciaire. © JACQUES DEMARTHON / AFP

Alors que dimanche Emmanuel Macron doit succéder à François Hollande, c'est un autre Hollande, Thomas, le fils, qui a interpellé le président élu. Motif : Thomas Hollande est l'avocat de salariés des enseignes en difficulté Tati et Fabio Lucci. Il appelé samedi Emmanuel Macron à s'engager sur ce dossier qui concerne 1 754 salariés. « Le nouveau président a dit qu'il s'investirait sur les dossiers sociaux. On l'a vu dans le dossier Whirlpool, où il y a 290 salariés. Dans le dossier Tati, il y a plus de 1 700 salariés », a fait valoir l'avocat, lors d'un rassemblement organisé à Paris par l'intersyndicale CFDT, CGT, CFTC et Unsa du groupe Eram, propriétaire de la filiale Agora Distribution (Tati, Fabio Lucci).

« Dès que le nouveau gouvernement sera nommé, on l'interpellera sur ce dossier », a donc promis Thomas Hollande. Qui n'a pas manqué de rappeler que « c'est la loi Macron qui a supprimé l'obligation pour les groupes de financer les PSE (plan de sauvegarde de l'emploi, NDLR), de leurs filiales en redressement judiciaire ». Selon lui, cette disposition « pousse des groupes à abandonner leurs filiales, à les mettre en redressement judiciaire pour ne pas assumer leurs responsabilités ».

On espère bien que le nouveau gouvernement va se mobiliser et faire pression sur le groupe Eram pour éviter les licenciements

Agora Distribution, en redressement judiciaire, compte 140 magasins et 1 754 salariés travaillant dans les enseignes Tati, Fabio Lucci, Gigastore et Degrif'Mania. Thomas Hollande est l'avocat de l'une des trois structures qui composent Agora Distribution. « On espère bien que le nouveau gouvernement va se mobiliser et faire pression sur le groupe Eram pour éviter les licenciements », a-t-il conclu.

Cinq offres de reprises ont été déposées pour Agora Distribution de la part de Foir'Fouille, Centrakor, Stockomani, Maxi Bazar et Gifi, dont aucune « ferme », selon Me Hollande. Une vingtaine de salariés et représentants de salariés étaient présents lors du rassemblement, face à un magasin Eram, rue de Rennes, pour réclamer des reclassements au sein du groupe Eram, qui compte des enseignes comme Bocage, Texto, France Arno ou Mellow Yellow. « L'âge moyen des salariés concernés est de 45 ans. On est dans la catégorie senior. Ce ne sera pas évident de retrouver un emploi, car les jeunes seront privilégiés », explique Khalida El Mir, déléguée syndicale CFDT, 22 ans d'ancienneté.

« Ce qui nous semble le plus judicieux, c'est la proposition de Gifi et nous souhaitons que le groupe Eram nous appuie dans ce choix », ajoute Tahar Benslimani (CFDT). Le groupe Gifi est le seul à avoir communiqué sur la teneur de sa proposition consistant en la reprise de 100 magasins et 1 200 salariés, ainsi que 250 salariés des franchisés et affiliés. Les propositions de reprise seront examinées le 29 mai par le tribunal de commerce de Bobigny.

lepoint.fr

VIII) Neuf choses que vous ignorez (peut-être) sur Edouard Philippe, le nouveau Premier ministre

Le maire Les Républicains du Havre (Seine-Maritime) a été l'un des porte-parole d'Alain Juppé pendant la primaire de la droite.



Edouard Philippe lors d'un déplacement sur les chantiers navals STX à Saint-Nazaire, en tant que maire du Havre, le 1er février 2016. (JEAN CLAUDE MOSCHETTI / REA)



Elise Lambert France Télévisions

Depuis plusieurs jours, son nom revenait en boucle parmi les favoris pour Matignon. Lundi 15 mai, le député-maire Les Républicains du Havre (Seine-Maritime), Edouard Philippe, a été nommé Premier ministre par le nouveau président de la République, Emmanuel Macron.

Enarque de 46 ans, ce proche d'Alain Juppé a longtemps milité au PS avant de rejoindre l'UMP puis Les Républicains. Voici sept choses que vous ignorez (peut-être) sur le nouveau chef du gouvernement.

Il a fait Sciences Po et l'ENA

Né à Rouen (Seine-Maritime) en 1970, Edouard Philippe est le fils de deux professeurs de français. "Nous [lui et sa sœur] avons reçu une éducation très libre", dit-il dans *Le Point* en 2010. Après avoir passé son bac à Bonn (Allemagne), où son père avait été muté comme directeur du lycée français de la ville, il fait une année d'hypokhâgne avant d'entrer à Sciences Po pour "trois années de rêve", décrit-il au *Point*. "Faire l'ENA a été moins amusant."

Diplômé de la section "service public" de Sciences Po, il intègre l'ENA en 1995 et sort parmi les quinze premiers du classement final. "C'était un vrai centriste, drôle et sympathique, ami aussi bien avec des gens de gauche que de droite", se souvient un de ses anciens camarades de promo à l'ENA, Julien Carmona, à *Challenges*. Avant même le début de la formation, Edouard Philippe se rapproche ainsi de Jérôme Guedj, alors assistant parlementaire d'un certain Jean-Luc Mélenchon. "Tu as déjà été admissible, ton profil m'intéresse. On va bosser ensemble", lance le premier au second, selon *Le Monde*. "Les deux jeunes étudiants topent et se retrouvent à bûcher tout l'été... dans le bureau du Sénat de Jean-Luc Mélenchon", raconte le quotidien.

A sa sortie de l'ENA, en 1997, Edouard Philippe choisit de rejoindre le Conseil d'Etat avant de se lancer en politique, pour participer à "l'histoire en train de se faire", dit-il à *l'hebdomadaire*.

Il a milité au PS pour Michel Rocard

Pendant sa scolarité à Sciences Po, le jeune Normand milite pendant deux ans pour le PS et pour Michel Rocard, alors Premier ministre de François Mitterrand. "J'avais grandi dans un milieu plutôt à gauche où l'on votait socialiste, et il y avait chez lui un côté social-démocrate assumé qui m'allait bien, confie-t-il au *Point*, j'aimais ses discours sur l'exigence de réforme."

Mais après l'éviction de Michel Rocard de la tête du PS, il rend sa carte du parti et se rapproche de la droite. "Je n'ai pas été emballé par ce que j'y ai vu [au PS], notamment quand François Mitterrand a décidé d'avoir la peau de son ancien chef de gouvernement. »

Il est très proche d'Alain Juppé

Progressivement, Edouard Philippe se rapproche du maire du Havre Antoine Rufenacht (1995-2010), ancien collaborateur de Raymond Barre puis directeur de campagne de Jacques Chirac en 2002. Cette même année, il participe à la création de l'UMP au côté d'Alain Juppé. "Les deux hommes ne se quitteront plus", note *Challenges*.

Lors d'un entretien de "huit minutes et demie", Alain Juppé explique alors au jeune Edouard Philippe "comment il voulait que ça se passe, comment on allait

organiser le parti, quel était le plan, et comment il travaillait avec ses collaborateurs", raconte-t-il au *JDD*.

En 2004, lorsque Alain Juppé est condamné à 18 mois de prison avec sursis dans l'affaire des emplois fictifs du RPR, Edouard Philippe rejoint le secteur privé. Trois ans plus tard, il intègre le cabinet d'Alain Juppé lorsque ce dernier est nommé ministre de l'Ecologie de François Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Lorsqu'Alain Juppé quitte son portefeuille en 2008, Edouard Philippe rejoint de nouveau le privé et devient directeur des affaires publiques d'Areva.

Ils ont une très grande confiance réciproque et se ressemblent sur de nombreux points : leur intelligence, leur culture, leur vision de la société.

Aurore Bergé, ancienne membre de l'équipe de campagne d'Alain Juppé à Challenges

En 2016, il devient l'un des porte-parole d'Alain Juppé à la primaire de la droite. Après la défaite de ce dernier, il soutient François Fillon, avant de se mettre en retrait de la campagne après les révélations sur l'affaire Penelope Fillon.

Il a failli en venir aux mains avec Nicolas Sarkozy en 2002

Le 13 décembre 2014, Edouard Philippe est invité par Laurent Ruquier sur le plateau d'"On n'est pas couché" sur France 2. Après une demi-heure d'interview, Léa Salamé lui pose une question "cash" : "Edouard Philippe, est-ce que c'est vrai que vous en êtes venu aux mains avec Nicolas Sarkozy ?"

D'abord évasif, l'intéressé répond : "Oui, il y a eu des explications franches... Mais c'était il y a très longtemps." Avant de développer : "Ça s'est passé en 2002. J'avais dû faire quelque chose qui ne plaisait pas complètement à Nicolas Sarkozy, et on s'en est expliqué. Et il est euh... [mimant un geste avec les deux poings] virulent, vif... Et euh, en fait... moi aussi !" Interrompu par Laurent Ruquier, Edouard Philippe ne donnera pas plus de détails sur les raisons de l'altercation.

On en apprend finalement davantage dans *Le Monde*, lundi 15 mai. La scène s'est en fait déroulée le 17 novembre 2002, lors du congrès fondateur de l'UMP. "Alors ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy avait tenté de voler la vedette à Alain Juppé, en arrivant – par surprise – à l'heure du déjeuner. Edouard Philippe l'empêche de faire une entrée triomphale", raconte *Le Monde*.

"Après les premières prises de parole, on me fait dire que le ministre de l'Intérieur veut me voir. Dans la loge, il s'avance vers moi. Il me tape contre le poitrail avec le poing, et lâche : 'Toi, tu ne me refais jamais ça !' Il continue, je repousse son bras, nous sommes tous les deux déséquilibrés. Cela aurait pu dérapé... Finalement, il s'est calmé d'un coup et moi, j'étais flageolant", se souvient Edouard Philippe. Qui conclut : "Il est sanguin et moi, je n'aime pas qu'on m'engueule."

Il imite très bien Valéry Giscard d'Estaing

Invité sur Europe 1 en novembre 2013, Edouard Philippe raconte comment Valéry Giscard d'Estaing lui a fait part de ses doutes lorsqu'est née, en 2002, l'Union pour un mouvement populaire (UMP). "La première fois que j'ai eu l'occasion de rencontrer et de discuter avec Giscard, c'était dans les Landes, à la première université d'été de l'UMP", commence Edouard Philippe. Ce jour-là, Alain Juppé a du retard, et charge son bras droit – alors directeur général de l'UMP – de recevoir l'ancien président de la République.

Sur Europe 1, Edouard Philippe se lance alors dans une imitation assez juste de VGE :

<https://youtu.be/wObbRmx0SQA>

Il a chroniqué la campagne présidentielle pour "Libération"

A la suite de son retrait de la campagne, le maire du Havre débute des chroniques hebdomadaires pour le quotidien *Libération*, où il décrit la campagne présidentielle vue de l'intérieur. "Je l'ai regardé dans mon bureau, au Havre. Lundi matin. Tout seul. A 10h25, j'ai allumé la télévision", écrit-il à propos du discours d'Alain Juppé le 6 mars. Ce jour-là, l'ancien Premier ministre confirme qu'il ne sera pas candidat à la présidence de la République après l'annonce de la mise en examen de François Fillon. "Je savais ce qu'il allait dire. Il ne me l'avait pas dit, parce qu'il prévient rarement. J'ai l'habitude."

Le député Les Républicains a aussi publié un premier roman en 2007, *L'Heure de vérité* (Flammarion), co-écrit avec son ami Gilles Boyer, ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux. Au printemps 2011, ils publient

ensemble Dans l'ombre (JC Lattès), un roman de politique-fiction dans lequel "les politiques et les apparatchiks vivent ensemble. Ni les uns, ni les autres ne peuvent survivre seuls", note le site de l'éditeur.

Il n'a pas fourni une déclaration de patrimoine complète

Selon Mediapart (édition abonnés), Edouard Philippe aurait écopé d'un blâme de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Sur la valeur de ses biens immobiliers, le député du Havre a systématiquement écrit "aucune idée", décrit le site d'investigation. La valeur de son appartement à Paris ? "Aucune idée." Ses parts dans une résidence de Seine-Maritime ? "Aucune idée." Malgré la relance de la HATVP, Edouard Philippe aurait refusé d'estimer la valeur de ses propriétés.



Edwy Plenel@edwyplenel

Sa "mauvaise humeur" face à la transparence rattrape Edouard Philippe cité comme 1er ministrable. Info de @mediapart <https://www.mediapart.fr/journal/france/120517/le-juppeiste-edouard-philippe-mauvais-eleve-de-la-transparence>

...



Le député juppéiste Édouard Philippe, également maire du Havre (Les Républicains) © Reuters

Il ne s'agit cependant pas d'une infraction. Interrogé par Mediapart, le maire du Havre concède : "Comme beaucoup de parlementaires sans doute, j'ai essayé de concilier le respect de la loi et une forme de mauvaise humeur", précisant qu'il n'a omis aucun bien et qu'il a bien indiqué le prix de ses achats. "Je n'avais pas accès aux bases de données qui permettent une évaluation. »

Il n'a pas toujours cru au candidat d'En marche !

Le député-maire du Havre n'a pas toujours cru en l'ancien ministre de l'Economie. "Pour gagner la présidentielle, il faut avoir fait le tour de France, jugeait-il en 2016 auprès du JDD. Il y a de la place pour les jeunes, mais l'enracinement, le lien charnel avec le pays, c'est important." En septembre 2016, interrogé par L'Opinion, il lâche : "Il y a deux Macron. Celui des discours – avec lequel je suis souvent d'accord –, et il y a le Macron des actes (...) dont on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses considérables." Il faut dire qu'à cette époque, Edouard Philippe est convaincu qu'Alain Juppé peut remporter la primaire de la droite.

Pas plus tard qu'en janvier 2017, dans une chronique publiée dans Libération, Edouard Philippe écrit à propos d'Emmanuel Macron : "Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme, le second plus de principes." On a connu plus flatteur.

Selon plusieurs proches du nouveau président de la République, Emmanuel Macron et Edouard Philippe s'apprécient toutefois beaucoup. "Je l'aime bien, car c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent", confiait le juppéiste en septembre 2016 à L'Opinion. "Je l'aime beaucoup à titre personnel. J'ai de l'estime pour son intelligence", disait-il déjà en février 2015 à propos du ministre de l'Economie, note le JDD. "Macron pense à 90% la même chose que moi. »

Il est fan du film "Le Parrain", a une peur bleue du dentiste, et aurait aimé être chef d'orchestre

Ces trois détails "intimes" ont un seul point commun : c'est Edouard Philippe lui-même qui les a livrés dans un portrait chinois publié en 2010 dans Le Point. "J'ai des peurs absurdes. Je suis effrayé à l'idée d'aller chez le dentiste. J'ai peur des requins. Du coup, je ne suis pas à l'aise quand je nage dans la mer", confesse-t-il par exemple.

S'il était un personnage de roman, Edouard Philippe pense à "Cyrano de

S'il était un personnage de roman, Edouard Philippe pense à "Cyrano de Bergerac, parce qu'il est le plus français des héros. Il a la manière, le courage, un amour du fond et de la forme." Toujours sur le plan culturel, le maire du Havre évoque sa passion musicale pour Bruce Springsteen, et filmique pour Sean Connery – "un Ecossais formidablement classe. Il est beau jeune, vieux et dans tous ses films" – et pour Le Parrain de Francis Ford Coppola – "Je l'ai vu au moins cinquante fois. C'est juste une tragédie parfaite en trois actes, merveilleusement interprétée et d'une beauté visuelle à couper le souffle."

Une autre réponse prend un sens singulier au regard du destin que l'on prête désormais à Edouard Philippe. Lorsque Le Point l'interroge sur le métier qu'il aurait rêvé de faire, l'élu normand répond : "Chef d'orchestre". "Malheureusement, je n'avais pas le talent pour cela", ajoute-t-il. A voir lorsqu'il s'agira de mener des ministres à la baguette plutôt que des musiciens.

francetvinfo.fr

A Suivre...
La Presse en Revue